

Octobre 2019
No 4

Le Tour

La lettre de Solidarité Laïque en Haïti

**NUMERO
SPECIAL**

DOSSIER

Pas de rentrée scolaire pour Haïti

Date: 11/10/19

Questionnaire

La rentrée scolaire est-elle effective en Haïti?

- Oui 10

- Non 10

- Aucune de ces réponses



DANS CE NUMÉRO

Le mot du directeur.....	1
Persévérons !.....	2
C'est quoi le lock.....	2
Le temps de l'éducation à la violence.....	3
Diaspora, richès pou Ayiti.. ..	4
Le délégué général de Solidarité Laïque en Haïti	5
Départ de Lucile Wallez	5
Grand'Anse, une rentrée en suspend	6
Garantir l'éducation en Haïti pour une société stable et inclusive	7
La réciprocité en action socioéducatives	8
Au CO.RE.CA, vers la coopération populaire dans la Caraïbe	8
Quand camp d'été rime avec Eduquer et Liberté	9
Passons de la convention aux actes.....	9



**Solidarité
Laïque**
Haïti

Cette newsletter fait l'objet d'une parution trimestrielle.

BONJOUR,

Haïti connaît actuellement une période de crise socio-politique et humanitaire très aiguë, la fermeture des établissements scolaires, des manifestations quasi quotidiennes et sans oublier la violence policière. Le pays bat son plein vers le KO. Une situation qui inquiète beaucoup les organismes internationaux évoluant sur le terrain. Solidarité Laïque croit qu'en dépit de la détérioration de cette crise qui sévit au quotidien, l'amélioration de la qualité de vie de la population reste un point incontournable pour assurer le futur du pays. Les forces vives d'Haïti doivent continuer à se battre pour faire de l'éducation une des priorités majeures du pays. L'éducation a un rôle crucial dans le développement du capital humain dans ce contexte de globalisation, ainsi qu'au développement intégral de ce pays qui a tant souffert des déboires incessants au fil des années.

Conformément à la convention relative aux droits de l'enfant des Nations-Unies, dont Haïti est signataire, il stipule dans l'article 28 que « Les États parties reconnaissent le droit de l'enfant à l'éducation, et en particulier, en vue d'assurer l'exercice de ce droit[...] ». Au lendemain de la 30ème anniversaire de la signature de cette convention, les enfants d'Haïti sont en train de perdre un trimestre de leur cursus scolaire. Un droit fondamental qui est en train d'être bafoué, comme tant d'autres d'ailleurs. C'est dans ce triste contexte que Solidarité Laïque vous présente ce 4ème numéro de sa newsletter « Le tour ». Un numéro très spécial qui présente comme toujours nos actions et un regard sur les actions de nos partenaires. Toutefois, le mouvement « Pays lock » a des conséquences majeures sur les activités qui devraient être entreprises d'ici-là.

Dans ce numéro spécial, nous permettrons à nos lecteurs qui ne sont pas en Haïti d'appréhender un peu le mot « Peyi lòk ou Pays Lock », ce nouveau concept très en vogue dans ce contexte des mouvements populaires en Haïti. En fait, c'est quoi le « Pays lock »? Vous trouverez la définition et les détails dans ce numéro. Et en mode lock, Solidarité a accueilli une première mission stratégique de notre délégué général, Mr Alain Canonne, depuis son accession au poste de DG.

Avec sa loupe, CLIO nous fait un bilan non exhaustif de la situation générale du pays sur le plan sociopolitique et économique. Certains collaborateurs et collègues pointent du doigt le danger qu'il y a à éduquer toute une génération dans la violence et les dommages, parfois irréversibles, qu'occasionnent la perte de jours de classe dans l'éducation des écoliers haïtiens.

Toujours dans ce numéro, nous ouvrons également une porte sur la région caribéenne avec notre partenaire, le CO.RE.CA « Contacts et Recherches Ca-raïbe » qui se bat pour une meilleure coopération au sein de la région. Vous aurez également la chance de comprendre l'apport des Francas, membre Solidarité Laïque, qui œuvre dans la formation des jeunes depuis des années dans la Grand-Anse. Et les vacances ne sont pas si loin après tout, cette touche est effleurée avec le camp d'été de notre partenaire haïtien, l'AAPEJ.

Sans oublier la rubrique de Kopivit laksyon sosyal (KAS) qui nous présente le créole comme une richesse culturelle qui grâce à notre diaspora s'étend de plus en plus dans certains pays.

En dernier lieu, Solidarité Laïque pense qu'il est nécessaire que des mesures soient prises pour éviter une descente aux enfers de cette crise humanitaire : permettre l'approvisionnement des hôpitaux, le transport des aliments vers les villes alors que l'on est en période de récolte, garantir le droit à l'éducation des enfants qui reste l'un des chemins inévitables pour construire le vivre ensemble haïtien. L'institution est en concertation avec ses membres et ses partenaires pour continuer à appuyer la population haïtienne!

Bonne lecture à toutes et à tous,

Junior Mercier,
Chef de mission





PERSÉVÉRONS !

Haiti vit des moments très difficiles, ces derniers temps. L'année fiscale (Octobre à Septembre) 2018-2019 a été une année d'une grande violence, une année avec des indicateurs économiques et sociaux en forte régression et où les conditions de vie de la population se sont vraiment détériorées.

Depuis 2 ans, le budget n'a pas pu être voté au parlement. Cette situation, couplée à une instabilité politique continue et constante, a porté des milliers voire des millions de personnes dans une insécurité alimentaire plus élevée que l'année précédente.

Au cours de cette année fiscale, Haiti a vécu 5 périodes de « lock down » (2 jours en juillet 2018, 2 semaines en Novembre 2018, 2 semaines en Février 2019, 2 semaines en juin/juillet 2019 et plusieurs semaines en septembre 2019), une dévaluation de la gourde de 32%, une diminution des recettes fiscales de plus de 20% (elles étaient de 36 milliards de gourdes pour l'année 2016-2017 avec une projection de 40 milliards pour 2017/2018) et une inflation d'environ 19% en glissement annuel.

Selon la dernière enquête auprès des ménages de 2012, plus de 6 millions d'Haïtiens vivent sous le seuil de pauvreté avec moins de 2,41 \$ par jour, et plus de 2,5 millions sous le seuil de la pauvreté extrême (1,23 \$ par jour). Avec les chiffres décrits plus haut, il faut penser que la crise actuelle a affectée plus de personnes qui vivent dans une situation vraiment difficile.



En outre, il faut mentionner des pertes de récolte des paysans que ce soit à cause du manque d'accès au marché à cause des lock down mais aussi de l'impossibilité de commercialiser des produits agricoles périssables à certains moments. Sans oublier, une diminution des jours de classe des enfants d'environ 20 jours (variable en fonction des zones géographiques) en 2018/2019.

Il est à signaler que l'aide au développement serait de l'ordre de 1 milliard de dollars mais en l'absence d'un gouvernement légitime et d'un budget voté par les deux chambres, les institutions internationales n'ont pas débloqué les fonds qui devaient être alloués. Au même moment, la BRH estime les montants des transferts d'argent de la diaspora autour de 3.4 milliards de dollars.

Lire la suite dans la BIC sur www.clio.org

Propéry Raymond
Président



Mais c'est quoi au juste, le lock?



Le *lock* est un concept issu d'un mouvement social autour de l'aggravation de la crise économique et politique en Haiti, où la grande majorité des activités du pays sont suspendus durant des jours et des semaines, voire des mois. Le *lock* ou *peyi lòk* (*pays barricadé*) a pris naissance les 6 et 7 Juillet 2018 avec un mouvement de protestation général et spontané à la suite de l'annonce de la montée des prix de carburant par le gouvernement. Depuis 2018, les locks se sont intensifiés et dénoncent les injustices sociales en Haiti, dont la restitution au peuple des fonds pétrocaribe, un programme d'aide au développement du Venezuela. A date, le dernier *lock* dure depuis le mois de septembre 2019 et connaît déjà de terribles impacts : 2 millions d'écoliers ne suivent plus les cours et 2,6 millions de personnes sont en insécurité alimentaire. (OCHA, *Haiti, Rapport de situation*, mise à jour le 1er Octobre 2019).



LE TEMPS D'UNE SUBTILE ÉDUCATION À LA VIOLENCE!

Le pays a connu dans l'intervalle de juillet 2018 à octobre 2019, au moins 5 périodes de « peyi lòk », lesquelles se sont intensifiées en scènes de violence, de viol et de pillages. Des réalités qui ne sont guère nouvelles, vu qu'elles ont marqué la fin du 20^e siècle ainsi que les deux premières décennies du 21^e siècle haïtien. Les villes haïtiennes ne seraient-elles pas en train de vivre les conséquences d'une éducation subtile à la violence?

Le philosophe Eric Weil cité par le sociologue haïtien Hérold Toussaint dans *Violence et État Moderne* (2006, p. 118) estime que « (...) L'éducation de l'individu humain est un dressage dont le but dernier est de faire, de l'éduqué un éducateur de lui-même autant que de ceux qui ont besoin d'éducation » (1). Dans ce jeu, les jeunes éduqués haïtiens se seraient donc éduqués à cette violence qu'ils extériorisent et aucun autre modèle n'est offert pour demain.

Le coup d'État militaire, avec tous les groupes armés qui se sont constitués en la circonstance, a occasionné officiellement entre 10 à 30 mille morts (2), les actes de viols et les scènes de pillages ne sont pas reportés. Les mêmes actes se sont répétés autour de 2004.

Dans presque toutes les sphères et institutions sociales, la violence prédomine. Dans les écoles, les enseignants continuent de mobiliser le fouet et d'autres formes brutales de punition comme outils pour réprimer les erreurs des enfants. C'est la même réalité dans une majorité de familles et dans les médias. Les discours et les contenus de certaines chansons prêchent la violence et les films à la télévision sont des cours d'initiation à toutes les

formes de violence.

Dans certaines églises, les sermons sont comme des appels à la violence contre d'autres confessions ou d'autres formes de déismes. Tout autour de nous, dans une certaine globalité, les idées véhiculées ont avancé et continuent d'avancer dans une logique de conquête des trophées de la violence. La licence qu'engendre les actes de violence impunis, les enquêtes qui se suivent et se poursuivent éternellement, jouent le rôle subtil de leçons, où le jeune individu haïtien, livré à lui-même, ne trouve aucun autre modèle que celui de la répression comme unique chemin vers une quelconque liberté.

Ainsi, les injustices sociales dénoncées durant ces nombreuses périodes de troubles n'auront simplement servi que de prétexte déclencheur de la violence accompagnant les mouvements de revendication....

Commentez cette article sur la [page Facebook de Solidarité Laïque en Haïti](#).



Sindy Jn Baptiste
Chargée Com.

Sources

- (1) Toussaint, H. (2006); *Violence et État Moderne, l'espoir de la raison en Haïti*. Édition Henri Deschamps, p.126
- (2) Belleau, JP. (2009, Décembre); *Liste chronologique des massacres commis en Haïti au XXe siècle*. Récupéré de: <https://www.sciencespo.fr/mass-violence-war-massacre-resistance/fr/document/liste-chronologique-des-massacres-commis-en-haa-ti-au-xxe-siacle>

DYASPORA NOU AN, SE YON RICHÈS POU AYITI.

Mwen p ap pale richès voye transfè Ayiti. Wi, se bèl bagay! Mwen p ap pale richès anpil ayisyen fè gwo etid oubyen gwo eksperyans lòtbò dlo. Se bagay ki kapab ede Ayiti.

Richès mwen vle pale a, se richès kilti nou an. Se yon richès Bondye ban nou, pou nou separe li avèk lòt pèp. Men nan richès kilti a, nou gen lang kreyòl nou an ki se poto mitan li.

Jodiya, mwen vle mande Dyaspora a pou li kontinye pote kole avèk nou bò isit, pou ede nou batay pou nou monte drapo kreyòl la byen wo! Pi wo!

Bravo deja pou lang nou an ki ofisyèl nan lakou vil Nouyòk, nan lakou Eta Nouyòk. Bravo pou lang nou an k ap vale teren toupatou nan Florid.

Se pou nou klewonnen toupatou kreyòl la se richès. Y ap anseye, y ap etidye li nan inivèsite Etazini. Chili, yo t ap aprann 400 polisye pale kreyòl. Militè dominiken gen kou kreyòl. Bèl koral toupatou sou latè ap chante fòklò nou, nan lang nou. Nan peyi Chin, byen lwen Ayiti, atout nou pa gen relasyon diplomatik avèk peyi a, sa pa pwoblèm pou yo mete kanpe yon fakilte lang kreyòl.

Ansanm ansanm, annou fè yo wè kreyòl la se kat idantite nou, se mak fabrik nou, se nanm nou.

Nan tout Amerik la, se sèl peyi ki kreye yon lang ekstrawòdinè, epi lang sa li toupatou sou latè. Se bagay serye.



Lè ou ateri Nouyòk, machin nan ba ou chans fè deklarasyon imigrasyon nan lang kreyòl nou an.

Pa gen okenn endyen nan kontinan Amerik la, okenn endyen nan Kanada, nan teritwa Etazini, nan tout Amerik Sid la, okenn endyen nan tout lòt kote yo ki fè lang yo ap vwayaje toupatou sou latè.

Se sèl limenm, kreyòl nou an, ki reyalize gwosè woumble sa, wi, granmesi Dyaspora a.

Se pou nou gen fyète lang sila a, lang natif natal nou an.



Le tour de Solidarité Laïque en Haïti

LE DÉLÉGUÉ GÉNÉRAL DE SOLIDARITÉ LAÏQUE EN HAÏTI

Du 9 au 16 Septembre 2019, M. Alain Canonne a effectué sa première mission en Haïti en tant que délégué général de Solidarité Laïque, pour définir la ligne stratégique de l'institution durant les 5 prochaines années. L'occasion a été pour lui et le chef de mission en Haïti de rencontrer des partenaires autour des actions qui pourront apporter une part de réponse aux immenses difficultés que connaît le peuple haïtien dans le domaine de l'éducation et la citoyenneté.



Rencontre avec quelques membres de l'équipe de Solidarité Laïque en Haïti. De gauche à droite, en faisant le tour de table: Alain Canonne, délégué général, Sindy Jn Baptiste, Chargée de Communication, Lucile Wallez, coordonnatrice départementale de la Grand'Anse, Pierre Michel Brutus, assistant administratif dans la Grand'Anse, Roselène Pierre, Chargée administrative à Port-au-Prince et Cassandre Jean Baptiste, Chargée de Partenariat.



Rencontre avec l'Ambassade de France en Haïti. De gau à droite, Alain Canonne, délégué général, Thomas Poirier, attaché de coopération, Junior Mercier, chef de mission et Pascal Hajaali, conseiller, chef du service de coopération et d'action culturelle.

DÉPART DE LUCILE WALLEZ, COORDONNATRICE DÉPARTEMENTALE DE LA GRAND'ANSE

La coordonnatrice départementale de la Grand'Anse de Solidarité Laïque en Haïti a terminé sa mission et laissé définitivement le pays. Toute l'équipe de l'institution lui souhaite du courage et de la continuité dans ses efforts pour participer à la création d'un monde plus juste pour toutes et tous.



GRAND'ANSE : UNE RENTRÉE SCOLAIRE EN SUSPEND

« La situation politique affecte la rentrée scolaire sur tous les points : social, nutritionnel, etc. » témoigne Ephizien Lapierre, Directeur de l'école nationale de Décidé, dans une section reculée de Jérémie. Des Abricots aux Irois, en passant par Jérémie et Dame-Marie, des sections reculées aux centres-villes, le fonctionnement des écoles est impacté par le contexte socio-politique en Haïti. Plusieurs éléments d'explication.

Tout d'abord, dans la Grand'Anse, l'approvisionnement en carburant est devenu très compliqué depuis début septembre. Les stations essence ne distribuent plus, ou à peine, entraînant souvent des scènes de violence. La gazoline se trouve au marché noir à des prix très élevés : le double voire le quadruple du prix à la pompe (225 Gourdes en temps normal contre 750 voire 1000 Gourdes ces temps-ci). Tel que le rapporte le directeur de l'école Nationale de Mont-Ogé aux Abricots, Mathurin Sonel : « à cause des problèmes de carburant, les profs qui viennent de Jérémie ont des difficultés à se présenter à l'école ».

Dans ce contexte, nombre de secteurs socio-économiques sont affectés. Beaucoup de parents d'élèves n'ont pas pu rassembler l'argent nécessaire pour assurer le minimum pour la rentrée scolaire de leurs enfants : achat des uniformes, souliers, cartables... « Les parents n'ont pas les moyens » soulignent plusieurs directeurs d'école, notamment dans des sections isolées, telles que Tapon à DameMarie, Bourdon à Chambellan, Jorgues aux Irois, Ramonde aux Abricots. Ainsi, dans certaines écoles, telles que Tapon et Désormeaux à Dame-Marie, seul le 3^{ème} cycle fonctionne timidement, avec quelques élèves.

« Nous avons besoin de matériels pédagogiques pour nos élèves et quelques autres fournitures scolaires » souligne le directeur fraîchement nommé de l'école nationale de Durocher, aux Abricots, Kely Sévère. Il se fait ainsi l'écho de la majorité de ses collègues. Certains directeurs, tel que celui de Cap à Foux aux Irois, Mely Lamarre, mentionnent qu'ils n'ont pas reçu les « subventions » de l'Etat permettant la préparation de la rentrée et l'achat de fournitures.

Par ailleurs, l'inspecteur principal du district scolaire de Dame-Marie, Anse d'Hainault, Les Irois, Frido Forestal, synthétise ce que plusieurs directeurs révèlent : « les écoles ont ouvert leurs portes ! Les écoles publiques ne fonctionnent pas bien parce que



Une classe quasi-vide à l'école nationale de Castache

les enseignants sont en grève depuis la rentrée ! ». En effet, Delva Wilson, un professeur de l'école nationale de Durocher, aux Abricots, dénonce « le manque de responsabilité de l'Etat » : « après 1 ou 2 ans de travail sans toucher son salaire, des écoles sous les prélat (bâches)... ». Il revendique, comme beaucoup de ses pairs, la reconnaissance de son travail.

De son côté, à Jérémie, l'inspecteur principal Claudi Charles constate que « aucune école de mon district n'ouvre ses portes. Plusieurs ont essayé mais elles avaient peur ». Et d'ajouter « les manifestants lancent pierres et bouteilles à l'endroit des écoles ». Bien que les manifestations aient lieu principalement en ville « certains parents ont peur d'envoyer leurs enfants à l'école » nous informe le directeur de l'école de Mont-Ogé aux Abricots et celui de celle de Désormeaux à Dame-Marie.

Face à ces divers constats, le directeur de l'école nationale de Décidé, Ephizien Lapierre, conclue : « nous attendons le calme pour reprendre le travail ». Mais à quand le calme ? Nul ne le sait....



Lucile Wallez
Coord. Dép. Grand'Anse

[Commentez cette article sur la page Facebook de Solidarité Laïque en Haïti](#)

Garantir l'éducation en Haïti pour une société stable et inclusive

Depuis environ cinq (5) semaines, dans plusieurs villes du pays, les entreprises, les hôpitaux, les bureaux publics, les écoles, les centres professionnels et les universités fonctionnent au ralenti ou ont fermé leurs portes.

Les élèves du primaire ou du secondaire ont déjà perdu plus de 20 jours de classe. Des élèves qui avaient déjà perdu quelques jours de classe au cours de l'année académique précédente. Doit-on s'inquiéter que les enfants ne soient pas en classe et les jeunes dans les centres professionnels ou à l'université ? Est-ce qu'ils perdent plus que des jours de classe ?



Niveau d'éducation et niveau de vie

Même s'il nous arrive souvent à tous de penser à l'école comme à une réalité stable, on doit toujours garder à l'esprit la mise en garde suivante empruntée à Philippe Meirieu. « Les enseignants savent bien que ce n'est pas parce que le mot « école » est écrit sur le fronton du bâtiment dans lequel ils entrent tous les matins que « de l'École » se crée spontanément à l'intérieur ».

Il y a d'un côté, le concept École et, de l'autre, l'école que chacun voit dans sa communauté, qui a des caractéristiques propres. La forme qu'elle prend dépend des modèles sociopolitiques et du contexte socioculturel dans lesquels elle se développe. Ainsi, on est tenté de dire que les écoles, par leurs effets, selon les sociétés dans lesquelles elles se trouvent, peuvent reproduire voire accentuer les inégalités sociales ou contribuer à les réduire.

En revanche, on constate un peu partout à travers le monde que les conditions de vie s'améliorent avec le niveau d'éducation. Certaines études de la Banque mondiale montrent que l'éducation a un impact positif sur l'emploi, les revenus, la santé et la réduction de la pauvreté.

Quelques chiffres et observations sur l'impact de l'éducation

Si sa mère sait lire, un enfant a 50 % de chance de plus de vivre au-delà de 5 ans. Car les femmes plus éduquées prennent mieux soin de leurs enfants. Les femmes voient leurs revenus croître de 10% à 20% pour chaque année

scolaire supplémentaire. À l'échelle mondiale, 420 000 000 de personnes sortiraient de la pauvreté si elles avaient fait le secondaire.

Mais pour remplir sa mission l'école doit, entre autres, disposer de personnel qualifié et d'infrastructures adaptées. Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, on observe, par exemple, que □ des enfants laissent l'école primaire sans maîtriser les compétences de base en lecture et en mathématiques.

L'éducation n'est pas accessoire

L'école de façon globale vise le développement harmonieux et équilibré de chaque individu, l'acquisition des savoirs, savoir-faire et attitudes essentiels pour gagner sa vie, s'intégrer dans sa société et participer au débat citoyen. Elle profite tant à l'individu qu'à la société.

En somme, on doit retenir que les individus, les familles et la société s'enrichissent grâce à l'éducation. L'accès à celle-ci demeure un des moyens sûrs de lutte contre la pauvreté. Quand les conditions de vie empirent, tous les acteurs sociaux doivent s'impliquer pour garder les enfants à l'école. Il ne faudrait jamais faire sortir des classes ceux et celles qui y sont déjà mais y intégrer ceux et celles qui n'avaient pas encore la chance d'y être admis.es.

Commentez cette article sur [la page Facebook de Solidarité Laïque en Haïti](#)

Yves Mozart Réméus
Chargé de cours
Université Quisqueya



Sources

Banque mondiale. *Éducation*. Récupéré de : <https://www.banquemondiale.org/fr/topic/education/overview>

Duru-Bellat, M. (2010, octobre). L'école peut-elle transformer la société ? Trois questions à Marie Duru-Bellat. Entrevue réalisée par Xavier Molénat. *Revue des sciences humaines*. Récupéré de : https://www.scienceshumaines.com/l-ecole-peut-elle-transformer-la-societe_fr_26069.html

Hugonnier, B. et Serrano, G. (2016, 8 juillet). « École et République » : finalités et objectifs du système éducatif et de l'école (5). *The conversation*. Récupéré de : <http://theconversation.com/ecole-et-republique-finalites-et-objectifs-du-systeme-educatif-et-de-lecole-5-61704>

Meirieu, P. (s. d.). *Pédagogie et innovation : l'école, ses finalités et ses acteurs*. Récupéré de : <https://www.meirieu.com/ARTICLES/listes-des-articles.htm>

Partenariat mondial pour l'éducation. (2019, 30 avril). *De quoi a-t-on besoin pour assurer une bonne éducation à tous les enfants ?*. Récupéré de : <https://www.globalpartnership.org/fr/multimedia/infographic/de-quoi-t-besoin-pour-assurer-une-bonne-education-tous-les-enfants>

Le tour des partenaires

LA RÉCIPROCITÉ EN ACTIONS SOCIOÉDUCATIVES

Depuis octobre 2010, plusieurs missions ont été menées en Haïti par les Francas, association membre de Solidarité Laïque et avec le soutien de celle-ci. Au regard des besoins et des attentes des acteurs haïtiens, ces missions ont très vite visé le développement d'animations socioéducatives notamment par le biais de la formation. Dès 2011, trois formations sont mises en place : une formation du service civique à Grand Près et deux formations de moniteurs sur l'esplanade de la ville de Port au Prince.

De ces premières formations émergent deux partenariats : l'un entre les Francas de Toulouse et le service éducation de la ville de Port au Prince et l'autre entre l'Association Men Kontre Timoun Rozo située dans la Grand'Anse et les Francas de Loire Atlantique porté par une association locale : l'Amicale Laïque de Couëron Centre (ALCC).



2014 stage d'animateurs de niveau I et II au foyer de Roseaux

La notion de réciprocité est posée d'emblée posant là les bases d'une volonté d'échanges égalitaires dans les relations entre les différentes entités. Il n'est pas question de modéliser sous quelque forme que ce soit les formations puis les camps d'été mais d'opter pour une meilleure compréhension des réalités et de la culture de chacun pour tendre vers une amélioration de l'offre éducative non formelle sur chaque territoire. Ainsi, les animateurs français et haïtiens sont accueillis de par et d'autre de l'atlantique.

Gaby Clouet



Lire la totalité de ces articles sur la page Facebook de Solidarité Laïque en Haïti

AU CO.RE.CA : VERS LA COOPERATION POPULAIRE DANS LA CARAÏBE

Créée en mars 1991, le CO.RE.CA (Contacts et Recherches Caraïbe) joue un rôle majeur en matière de coopération.

La 1^{ère} activité aura été en novembre 1992 un voyage en Dominique à la rencontre du peuple kalinago, dernier rescapé du génocide amérindien. Les réflexions qui ont suivies ont conduit à affiner le projet associatif autour du concept de COOPERATION POPULAIRE :

- En privilégiant les relations à la base et notamment avec les sociétés civiles.
- En orientant les activités vers les besoins exprimés par les populations.
- En intervenant dans tous les domaines (éducatif, culturel, environnemental, économique...) :

En matière de solidarité, la 1^{ère} action se déroule à Antigua après le passage du cyclone LUIS en 1995. L'opération SOS Montserrat (éruption du volcan Soufrière Hill en 1996) forgera notre doctrine de la solidarité inter-caribéenne :

1. Partir des besoins en correspondance avec des structures populaires.
2. Maîtriser les circuits pour éviter toute forme de dérives.
3. Mobiliser la population guadeloupéenne pour renforcer le sentiment d'appartenance.

Par la suite, le CO.RE.CA a engagé des actions dans plusieurs pays.

- En janvier 2010 lors du séisme en Haïti en nous appuyant sur la diaspora haïtienne présente en Guadeloupe.
- En 2016, après le passage du cyclone Matthews : mis en place d'un projet de recapitalisation fondée sur l'agroécologie à Beaumont aboutissant à la création de 26 groupements d'agriculteurs et à l'instauration d'un jardin collectif.
- En 2017 en Dominique après le désastre provoqué par le cyclone Maria, le CO.RE.CA avec l'appui de plusieurs partenaires a permis la réhabilitation totale de 2 écoles (Clifton et Morne Jaune).

Dorénavant les actions de l'association sont orientées sur le changement climatique et la prévention des risques par une éducation citoyenne dans le respect de la culture et des traditions.



Réunion avec les paysans de Beaumont



Quand camp d'été rime avec Eduquer et Liberté

L'Association des animateurs Polyvalents pour l'Encadrement de la Jeunesse (AAPEJ) a réalisé conjointement avec des partenaires des activités de formations d'animateurs suivis de camp d'été. Les nouveaux formés peuvent ainsi mettre en application ce qu'ils ont appris : Donner la joie de vivre aux enfants à travers l'éducation.

Dans le cadre d'un partenariat éducatif entre le Groupe Haïti Ouest (GHO) et le Men Kontre pour Timoun Wozo (MKTR) et IFADEL, l'AAPEJ, a organisé des activités de loisir éducatif menées par des animateurs haïtiens issus des associations précitées. Ces animateurs ont été préalablement formé à travers des sessions d'animation qui leur ont permis de mieux aborder leur rôle de responsable durant ces camps.

Ainsi, du 15 au 26 juillet 2019, trois (3) camps d'été ont été réalisés dans le département de la Grand'Anse, respectivement à Roseaux, à Jérémie et à Dame-Marie où des jeunes de 6 à 15 ans ont été encadrés par ces jeunes animateurs bénévoles. Ces activités ont été réalisées autour du thème « Transformer l'été des jeunes en une période de loisir éducatif fondée sur le vivre ensemble ». Daniel Aristil, responsable à l'AAPEJ, raconte : *Scolarisé ou non, défavorisé ou privilégié, venant d'un milieu chrétien ou vodouisant, chaque enfant se doit d'être heureux avec nous. Nous avons fait de notre mieux pour leur donner ce qu'ils méritent et nous les avons traités comment des jeunes en toute impartialité.*

Commentez cette article sur la page
Facebook de Solidarité Laïque en Haïti.

Dans ces camps, les enfants ont pu jouer ensemble et apprendre à protéger leur environnement, à trier des déchets et à transformer certains. Ils ont été sensibilisés sur les questions sanitaires et de la CIDE. Ces moments ont favorisé la rencontre avec d'autres cultures, notamment celle de la France. Les enfants ont également fait connaissance des valeurs traditionnelles à travers des chants et danses haïtiennes.

Un enfant de l'activité raconte : *Le camp est agréable et chaque année apporte son petit lot de nouveauté. Ces activités nous permettent d'apprendre à mieux vivre ensemble, à nous exprimer librement dans le respect d'autrui. C'était un camp génial ! Il devrait durer beaucoup plus longtemps !*

Les activités de vacances sont des moments où l'enfant, tout en s'amusant, peut assimiler un nombre important de notions fondamentales comme le respect de la liberté d'autrui et du bien commun, l'union



Une animatrice en train d'interagir avec des enfants

etc... Dans ce contexte, il peut aussi se faire aussi de nouveaux amis et s'ouvrir à de nouveaux horizons. C'est un enfant qui déjà s'ouvre à la liberté.



Sindy Jn Baptiste
Resp. Com



Daniel Aristil
Président AAPEJ

Un tour à l'international

En ce 20 novembre 2019, à l'occasion des 30 ans de la Convention relative aux droits de l'enfant, plus de 30 organisations, ONG et collectif, dont Solidarité Laïque, soit plus de 100 associations, remettront 12 actes politiques à plusieurs ministres et représentants du Parlement. L'objectif ? Interpeller les décideurs publics pour que la France assure enfin un exercice effectif des droits de l'enfant en France et dans le monde.

De la Convention **AUX ACTES !**
30 ans Convention relative aux droits de l'enfant

Lire la suite sur [Solidarité Laïque](#).



**Posons les gestes qui comptent
dans l'éducation de nos enfants!**

**SUPPORTONS LE RETOUR
A L'ECOLE EN HAÏTI.**

Inscrivez-vous à notre newsletter en
envoyant « NEWSLETTER » en objet à
sjeanbaptiste@solidarite-laique.org



Visitez la page Facebook de
Solidarité Laïque en Haïti.
Votre avis compte!



Solidarité Laïque en Haïti

4, impasse François

Delmas 48, Musseau

Port-au-Prince,

Et

117, impasse Rochasse,

Jérémie,

Grand'Anse

(509) 2226-0817

infohaiti@solidarite-laique.org

Avec le soutien de:



Nos remerciements à:

